

Ile de France



CONJONCTURE 4ème trimestre 2017 DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Île-de-France	France		
Bâtiment résidentiel - construction neuve				
Logements mis en chantier Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+22,8%	81 302 lgts	+15,7%	418 921 lgts
Logements autorisés Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+13,1%	99 710 lgts	+8,2%	497 003 lgts
Bâtiment résidentiel - commercialisation				
Réservations de logements (indiv. + coll.) Au 3 ^e trimestre 2017 (évol 1an)	+10,4%	7 538 lgts	-0,4%	28 230 lgts
Encours de logements (indiv + coll.) A la fin du 3 ^e trimestre 2017 (évol 1an)	+7,6%	26 802 lgts	+0,7%	104 967 lgts
Prix des logements collectifs Au 3 ^e trimestre 2017 (évol 1an)	+0,8%	4 751 €/m ²	+1,1%	3 988 €/m ²
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro				
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2017 (évol 1an), en M€	+17,5%	22,5 M€	+6,3%	367,19 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve				
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+22,4%	3 936 mill. m ²	+5,8%	25 972 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+21,3%	5 867 mill. m ²	+7,1%	40 564 mill. m ²
Travaux publics				
Activité récente Au 4 ^e trimestre 2017 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)		49		40
Prévisions d'activité Pour le 1 ^{er} trimestre 2018		8		1
Carnets de commandes Au 4 ^e trimestre 2017 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois	+0,3 mois	8,2 mois	+0,4 mois	5,8 mois
Matériaux				
Production BPE Production de BPE entre janv. et nov. 2017 (évol 1an), en m ³	+14,7%	5 377 626 m ³	+6,8%	35 742 013 m ³
Production Granulats Production de Granulats entre janv. et nov. 2017 (évol 1an), en milliers de tonnes	+3,8%	8 128 kt	+3,1%	289 017 kt
Consommation ciment Consommation de ciment entre janv. et mai 2017	+3,5%	873 kt	+3,1%	7 365 kt
Appareil de production				
Emplois salariés dans la construction A la fin du 3 ^e trimestre 2017 (évol 1an)	+3,3%	287 732 sal.	+1,2%	1 375 142 sal.
Intérimaires dans la Construction Moyenne 3 derniers mois à fin octobre 2017 (évol 1an)	+16,4%	20 513 ETP	+12,2%	127 077 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Situation à fin décembre 2017 (évol 1an)	-6,9%	47 602 DEFM	-7,5%	325 475 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2017 Evol 1 an		
Total logements commencés	81 302 lgts	+22,8%	▲
Dont individuels purs	6 882 lgts	+8,0%	▲
Dont individuels groupés	2 911 lgts	-11,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	71 509 lgts	+26,4%	▲
Total logements autorisés	99 710 lgts	+13,1%	▲
Dont individuels purs	8 218 lgts	+9,4%	▲
Dont individuels groupés	4 429 lgts	+11,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	87 063 lgts	+13,5%	▲

+22,8%



EN 1 AN

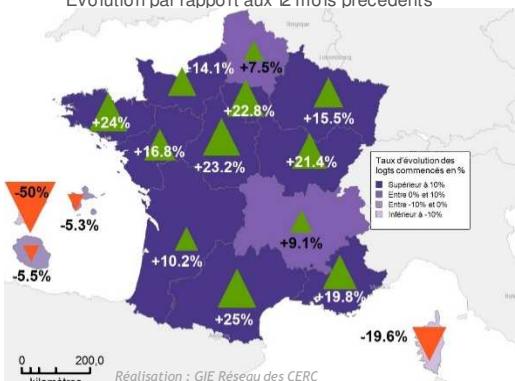
DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2017)

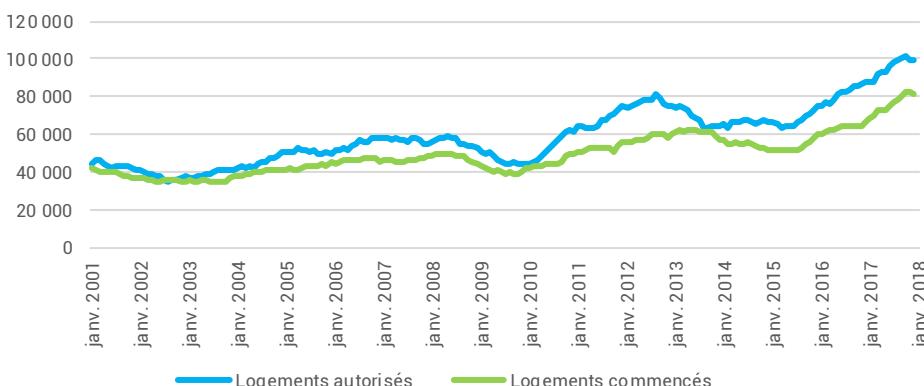
81 302 lgts

Logements commencés sur 12 mois à fin décembre 2017

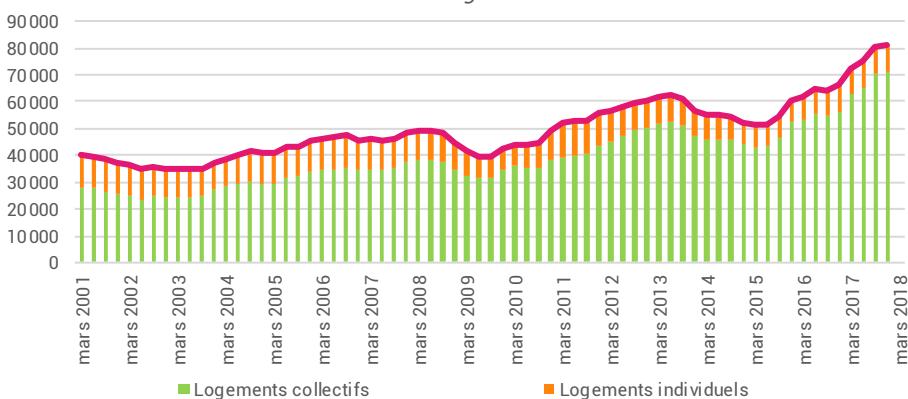
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



L'année 2017 se termine sur une forte augmentation des mises en chantier par rapport à 2016 (22,8%). Avec une hausse de 26,4% sur les collectifs et 8% en individuel pur. Seul l'individuel groupé chute de 11,2%. Les autorisations s'élèvent à 13,1% soit un recul de 3,7 points par rapport au trimestre

précédent. Avec 99 710 logements autorisés, le niveau atteint reste élevé.

Toutefois le segment des autorisations en logements collectifs reste le plus concerné par ce recul passant de +18,9% au 3^{ème} trimestre à +13,5% au 4^{ème} trimestre.

+13,1%



EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2017)

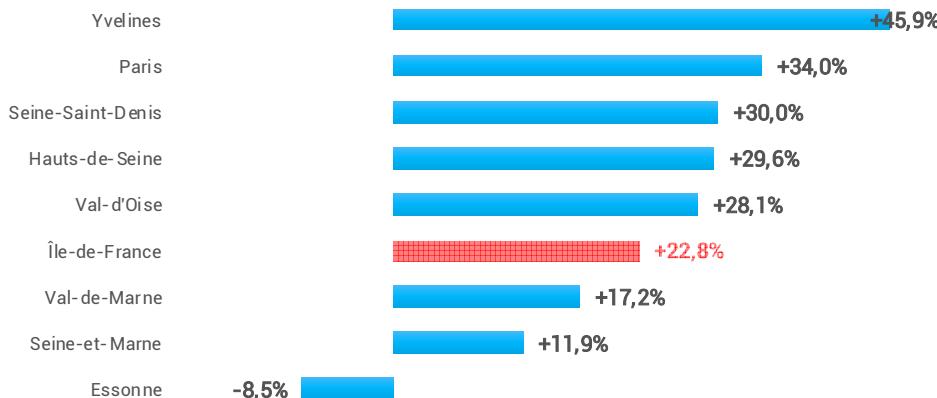
99 710 lgts

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin décembre 2017

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Les mises en chantier de logements dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin décembre 2017

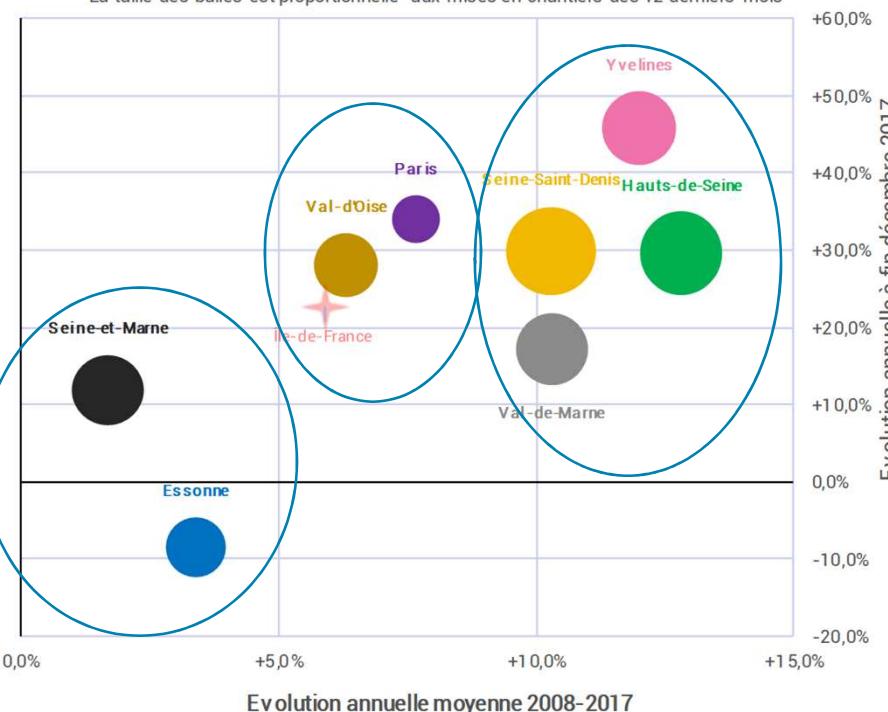
Unité : % d'évolution à 1 an



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin décembre 2017

Les mises en chantier de logements
Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2008-2017
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Seule la variation des mises en chantier de l'Essonne devient négative sur un an à la fin du 4^{ème} trimestre (-8,5%).

Tous les autres départements sont en progression. La variation sur le département des Yvelines est extrêmement forte avec +45,9%.

Sur une évolution comparée courte et longue période, 3 grands secteurs se dessinent.

Le premier avec l'Essonne et la Seine et Marne présentant un retard sur les autres départements.

Un deuxième secteur avec le Val d'Oise et Paris, affichent une croissance moyenne.

Un 3^{ème} secteur avec le reste des départements, et un fort développement.

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs collectifs		3° trimestre 2017 - Evol 1 an	
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	6 628 lgts	+19,7%	▲
Réservations ⁽²⁾	7 189 lgts	+13,0%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (<i>à la fin du trimestre</i>)	25 170 lgts	+7,8%	▲
Prix des logements collectifs	4 751 €/m ²	+0,8%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	31 815 lgts	+16,2%	▲
Réservations	33 029 lgts	+15,2%	▲

Les réservations de logements collectifs, sur 12 mois, à la fin du 3^{ème} trimestre progressent de 15,2%. Le volume est très important avec 33 029 logements réservés. Comparée à l'ensemble de l'année 2016 (30 987 réservations) on peut supposer que l'année 2017 sera au minimum équivalente en termes

de logements vendus. Les mises en vente progressent dans les mêmes conditions tandis que le stock de logements disponibles progressent de 7,8%, qui peut être le signe d'un ralentissement de l'écoulement des programmes.

+15,2%

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 3[°]TRIM. 2017 (évol 1an)

33 029 lgts

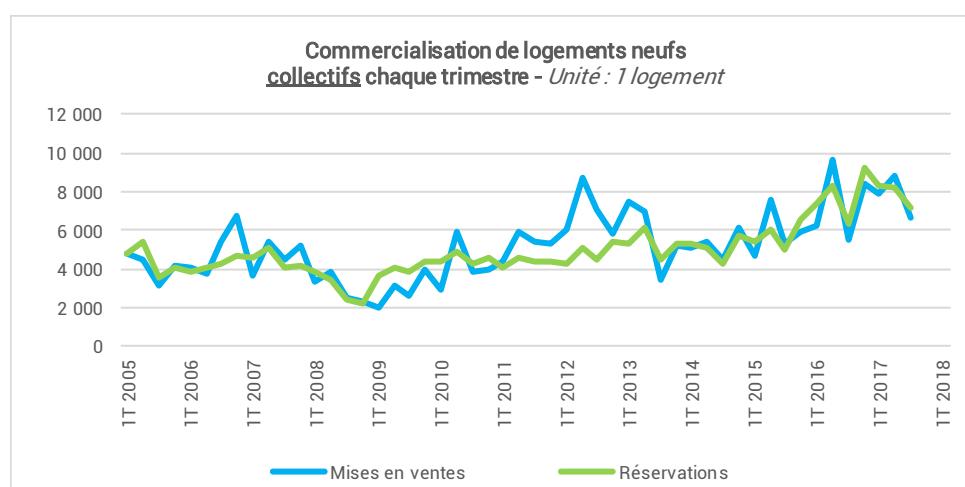
Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

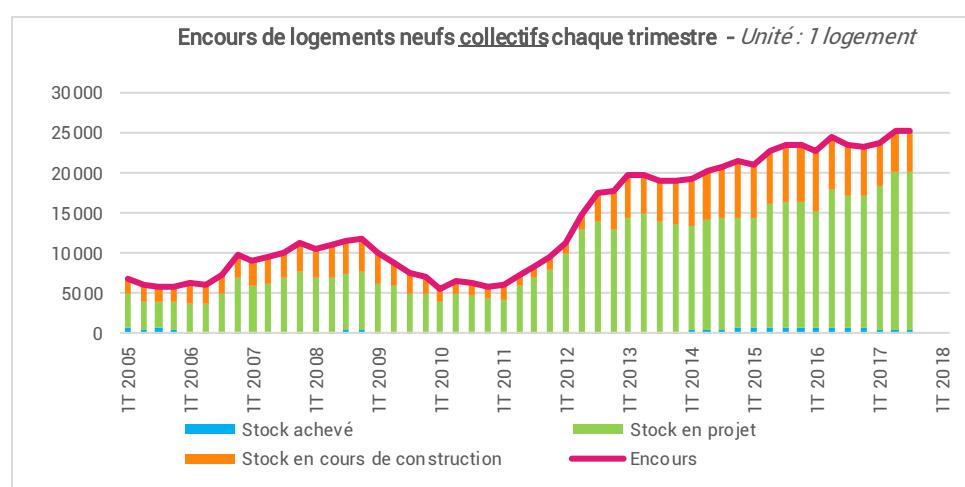
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

La typologie de l'encours de logements neufs collectifs n'est pas disponible au 3^{ème} trimestre 2015



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs individuels		3° trimestre 2017 - Evol 1 an	
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	377 lgts	+24,4%	▲
Réservations ⁽²⁾	349 lgts	-24,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (<i>à la fin du trimestre</i>)	1 632 lgts	+4,7%	▲
Prix des logements individuels	361 352 €/lot	+4,9%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 777 lgts	-10,5%	▼
Réservations	1 784 lgts	-17,2%	▼

Les maisons individuelles en secteurs groupées sont toujours en recul. Sur 12 mois celui-ci atteint 17,2% pour 1784 maisons réservées. Il est possible que l'année 2017 soit au maximum équivalente à 2016, si un fort redressement se fait sentir au 4^{ème} trimestre.

Les mises en ventes sont cependant importantes sur 3 mois (+24,4%), mais ne parviennent pas à réduire la chute (-10,5%) sur 12 mois glissants.

-17,2%

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUM UL 4 TRIM AU 3°TRIM. 2017 (évol 1an)

1 784 lgts

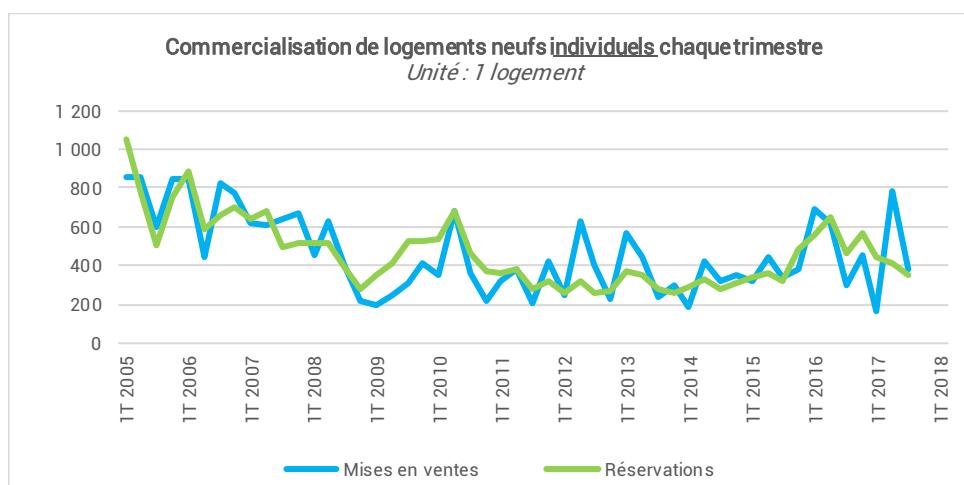
Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

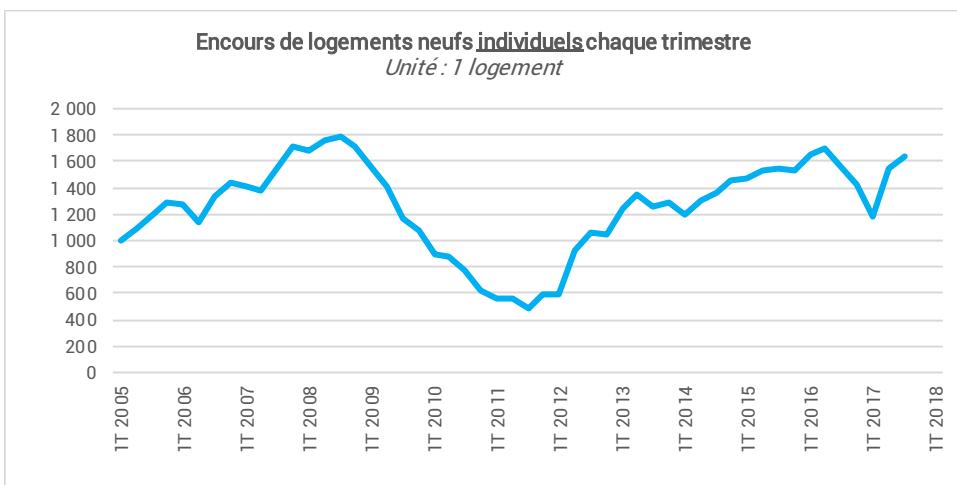
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



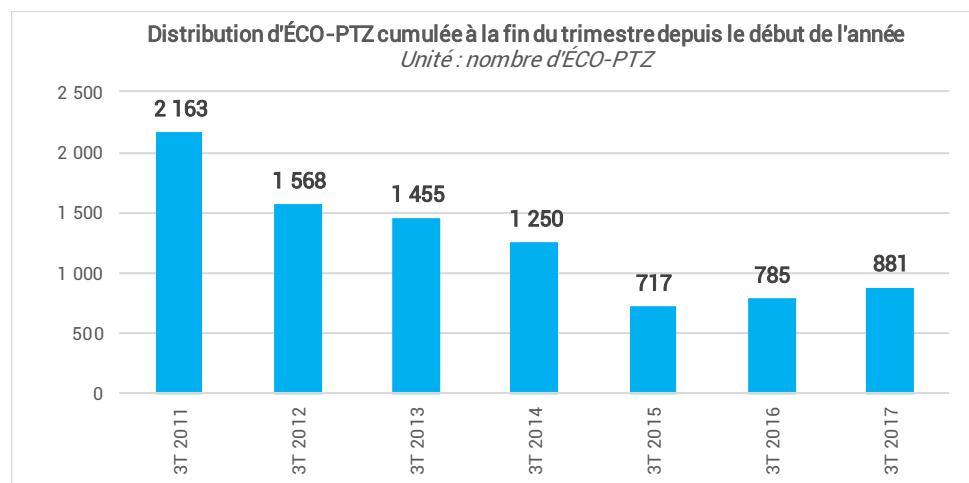
Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | PRÊTS À TAUX ZÉRO

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2017 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	22,5 M€	+17,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	881 ÉCO-PTZ	+12,2%	▲



Le volume global d'éco-PTZ distribué progresse à la fin du 3^{ème} trimestre 2017 (+12,7%). Celui-ci concerne principalement la maison individuelle (828 lots) alors que les appartements sont constitués d'un volume réduit (53 lots). Le volume de travaux avec 22,5 M€ progresse de (+17,5%) avec un montant moyen 25 538 €. Par

logement.

Il faut remarquer que sur le 3^{ème} trimestre 2011, le volume concernés représentait 343 lots pour les appartements et 1820 lots en maisons individuelles

Prêts à 0% PTZ+	3 ^e trimestre 2017 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	4 174	+2,7%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	226	-7,0%	▼

Pour le prêt à 0%, PTZ+ dans le neuf, la progression sur le 3^{ème} trimestre 2017 est légèrement positive (+2,7%) par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Néanmoins comparé au volume du 2^{ème} trimestre 2017 le volume de ce dernier était supérieur (4 379 lots). amenant un recul de 4,6%.

Dans l'ancien, les 226 prêts représentent un faible volume comparé au neuf (5,4%). Incontestablement l'ancien ne trouve pas son créneau avec ce type de prêt en île de France. Ce dernier se divise en 111 prêts en secteur HLM et 115 dans l'ancien hors HLM.

+17,5%



DE JANVIER À FIN DU 3[°] TRIM. 2017
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

22,5 M€

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

+2,7%



EN 1 AN AU 3[°] TRIMESTRE 2017
PRÊTS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

4 174 prêts

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2017 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 936 mill. m ²	+22,4%	▲
Total locaux autorisés	5 867 mill. m ²	+21,3%	▲

+22,4%



EN 1 AN

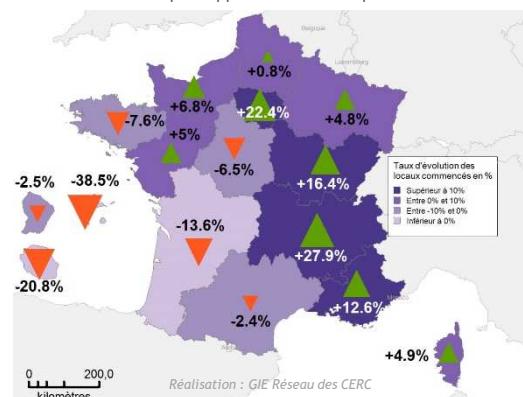
DES MISES EN CHANTIER

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2017)

3 936 mill. m²

Locaux commencés sur 12 mois à fin décembre 2017

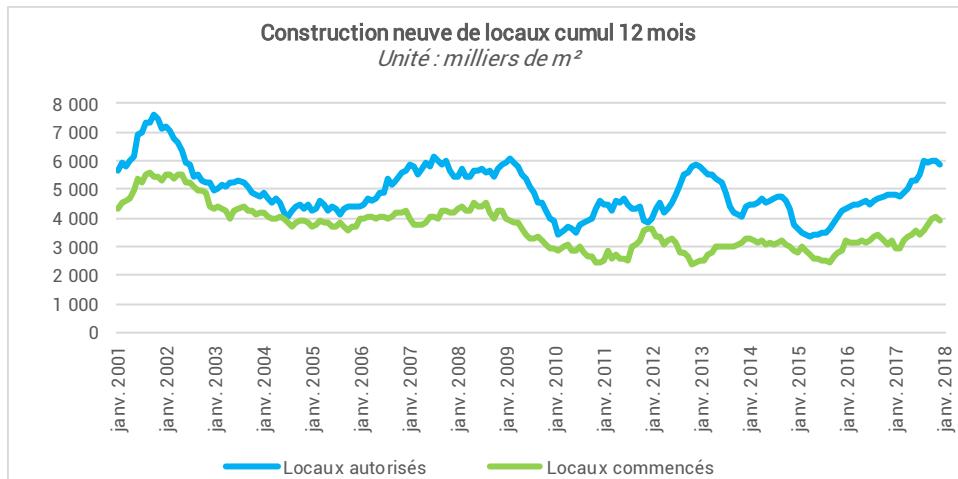
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Les locaux terminent l'année sur une bonne progression des mises en chantier. Avec près de 4 millions de m², et une progression de 22,4% ce niveau n'avait pas été atteint depuis l'année 2008. Les autorisations progressent aussi fortement, (+21,3%) avec 5,9 millions de m². Comme le montre le graphique, ce niveau d'autorisations de chantier rejoint le plateau constaté durant

les années 2007-2008.

Sur le plan de la France Métropolitaine, seule le taux de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes (27,4%) dépasse celui de la région capital. Néanmoins, le volume de mises en chantier de cette dernière ne s'élève qu'à 3,6 millions de m², mais structuré différemment avec près de 20% de bâtiments agricoles.



+21,3%



EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2017)

5 867 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 936 mill. m²	+22,4%	▲
Bâtiments agricoles	53 mill. m ²	+7,5%	▲
Secteur privé non agricole	3 029 mill. m ²	+30,9%	▲
Dont locaux industriels	198 mill. m ²	-36,3%	▼
Dont commerces	431 mill. m ²	+30,0%	▲
Dont bureaux	1 103 mill. m ²	+18,0%	▲
Dont entrepôts	1 015 mill. m ²	+106,5%	▲
Dont autres locaux	282 mill. m ²	+14,6%	▲
Secteur public	854 mill. m ²	+0,4%	=

+22,4%



EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2017)

3 936 mill. m²

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2017 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	5 867 mill. m²	+21,3%	▲
Bâtiments agricoles	111 mill. m ²	-11,8%	▼
Secteur privé non agricole	4 461 mill. m ²	+23,4%	▲
Dont locaux industriels	266 mill. m ²	-37,7%	▼
Dont commerces	758 mill. m ²	-1,7%	▼
Dont bureaux	1 508 mill. m ²	+13,7%	▲
Dont entrepôts	1 371 mill. m ²	+136,9%	▲
Dont autres locaux	557 mill. m ²	+9,2%	▲
Secteur public	1 295 mill. m ²	+18,2%	▲

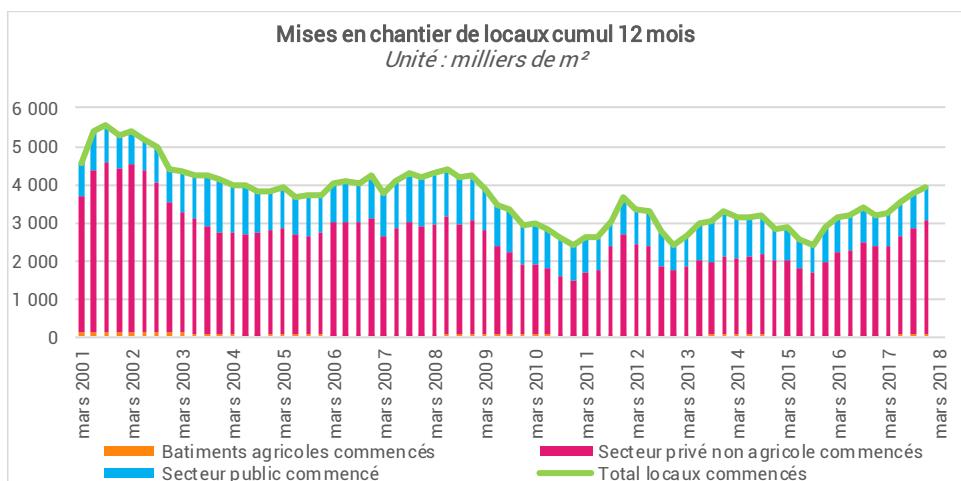
A l'exception des locaux industriels (-36,3%), toutes les mises en chantier des autres locaux enregistrent une croissance positive sur l'année.

La plus forte progression revient aux entrepôts (106,5%) tandis que les locaux de services public stagnent sur l'année 2017.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

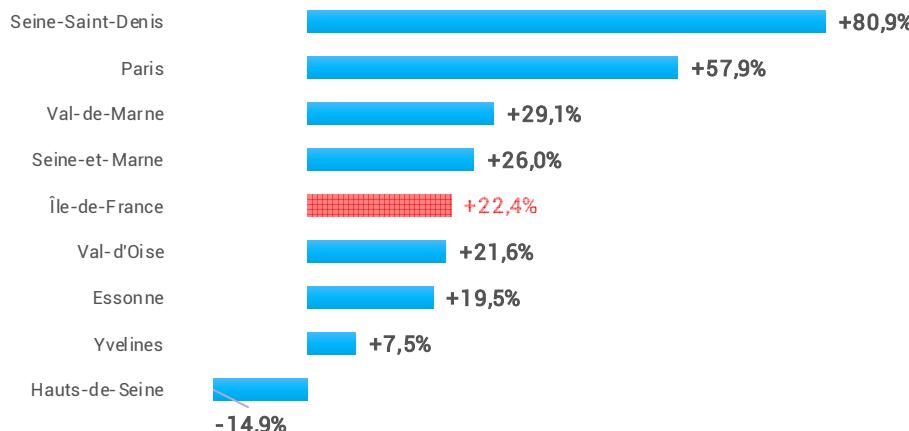
Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Les mises en chantier de locaux dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin décembre 2017

Unité : % d'évolution à 1 an



Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Hormis les Hauts de Seine, tous les départements enregistrent une variation positive de leurs mises en chantier.

Le plus fort taux est celui de la Seine Saint Denis (80,9%) qui connaît un dynamisme important. Ce département apparaît comme un secteur central lié au développement des grands travaux comme ceux des jeux olympiques.

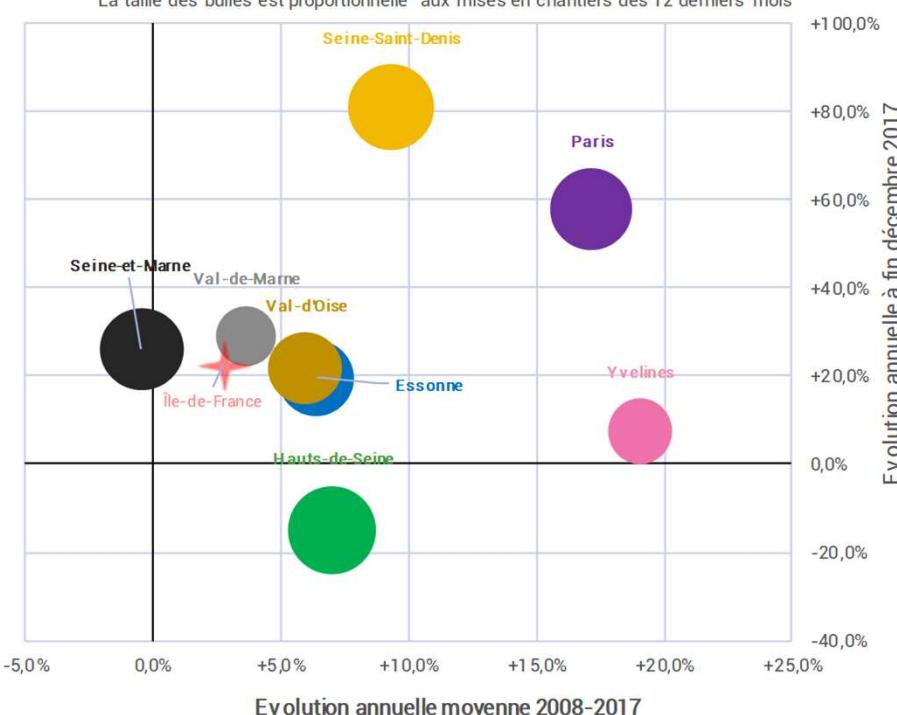
Cependant Paris et les Yvelines présentent sur le long terme une solidité moins corrélée à la conjoncture.

La Seine et Marne reste en revanche stagnante avec un rebond sur la fin d'année 2017.

Pour les Hauts de Seine, l'année 2017 apparaît comme négative, même si sur le long terme la variation reste encore positive

Les mises en chantier de locaux
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2008-2017
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

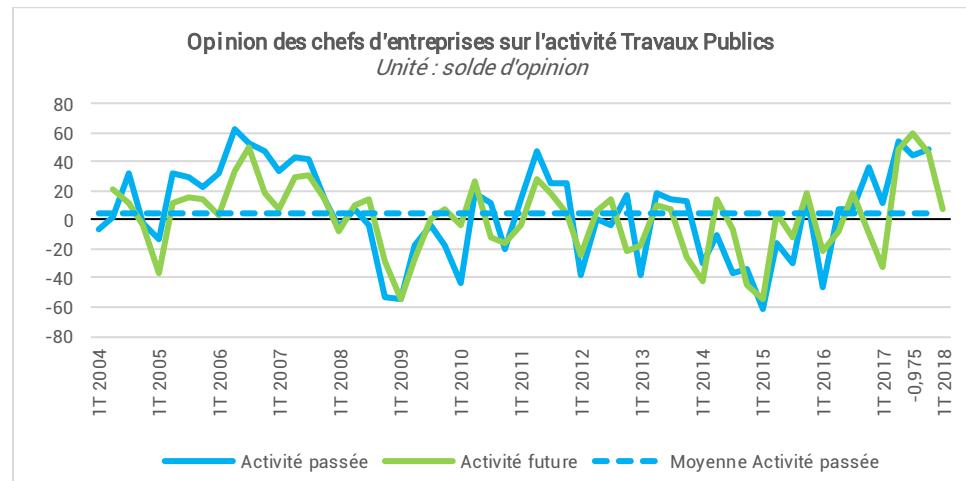
ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (<i>solde d'opinion</i>)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 1 ^{er} trimestre 2018	8	▼
Activité récente du 4 ^{ème} trimestre 2017	49	▲

49 

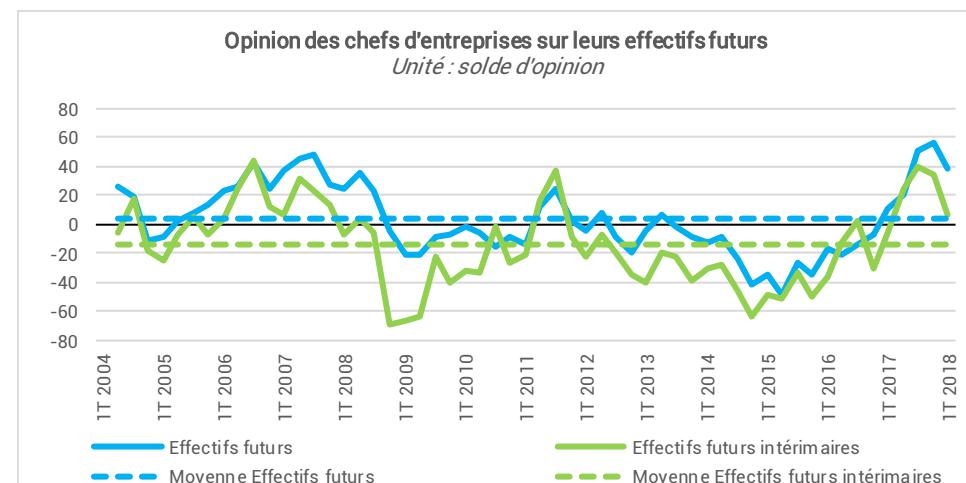
ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 4^{ème} TRIMESTRE 20178 

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2018

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

L'opinion des chefs d'entreprises sur le 4^{ème} trimestre est en forte croissance +49 points, signe d'un bon trimestre. En revanche, le 1^{er} trimestre 2018 chute fortement. Il faut remarquer que les prévisions d'activité sur les 1^{er} trimestres ont été souvent négatives, signe d'une absence de visibilité sur l'année à venir.

Les soldes d'opinions sur les effectifs futurs accompagnent la tendance de la future activité mais avec une chute moins prononcée. La chute est logiquement plus ressentie sur l'intérim qui joue le rôle de variable d'ajustement des besoins en effectifs.

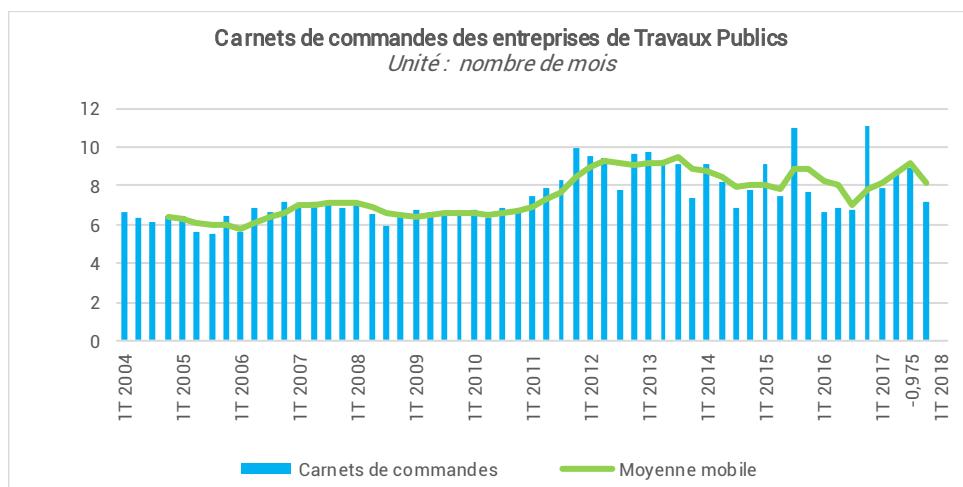
TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,2 mois	+0,3 mois	▲

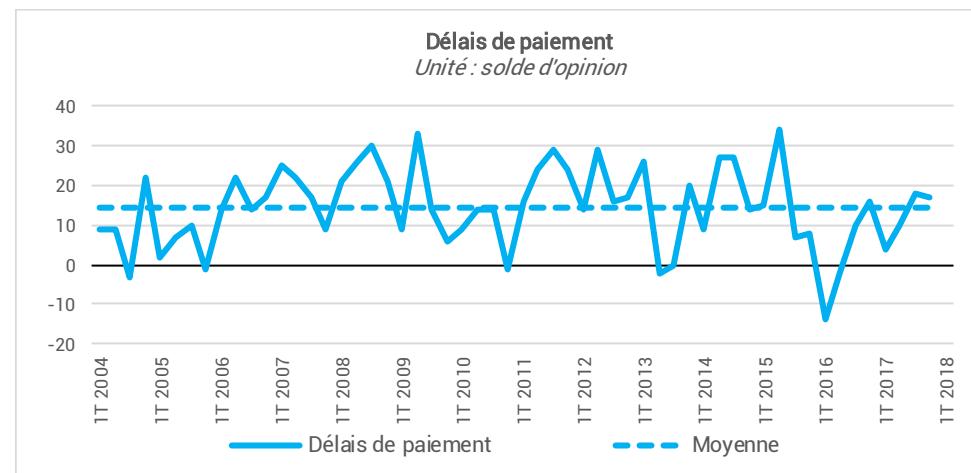
La moyenne des carnets de commandes (Génie Civil et autres) au 4^{ème} trimestre s'élève à 8,2 mois, soit une progression de 0,3 mois par rapport au 4^{ème} trimestre 2016.

En revanche, celle-ci chute de quasiment 1 mois en regard du 3^{ème} trimestre 2017. Pour les autres indicateurs, que ce soit les délais de paiements ou les prix, la stabilité est de risque.



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (<i>solde d'opinion</i>)	4° trimestre 2017 - Evol 1 trim.
Délais de paiement	+17



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre
Prix pratiqués pour le 1 ^e trimestre 2018	14
Prix pratiqués au 4 ^e trimestre 2017	11

+0,3 mois 

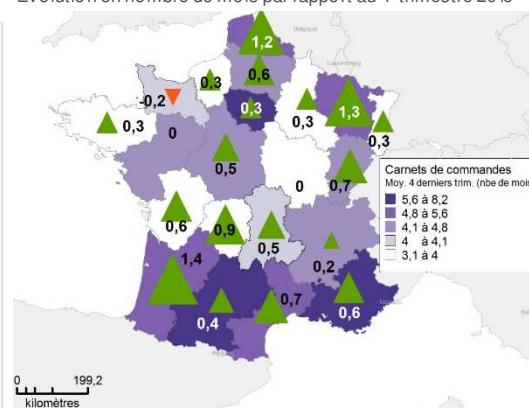
CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 4° TRIMESTRE 2017

Carnets de commandes au 4^e trimestre 2017

Evolution en nombre de mois par rapport au 4^e trimestre 2016



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

+17 =

11



PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4^e TRIMESTRE 2017

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »

TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

CONTRAINTE DE PRODUCTION

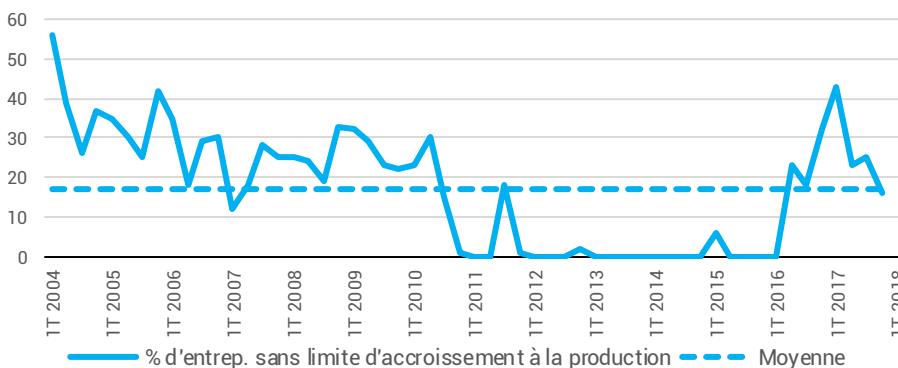
Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	16%	-16 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	21%	-5 pts	▼
Insuffisance en personnel	45%	+38 pts	▲
Contraintes financières	13%	+8 pts	▲
Conditions climatiques	7%	+5 pts	▲
Insuffisance de matériel	3%	+3 pts	▲
Autres facteurs	7%	+4 pts	▲

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

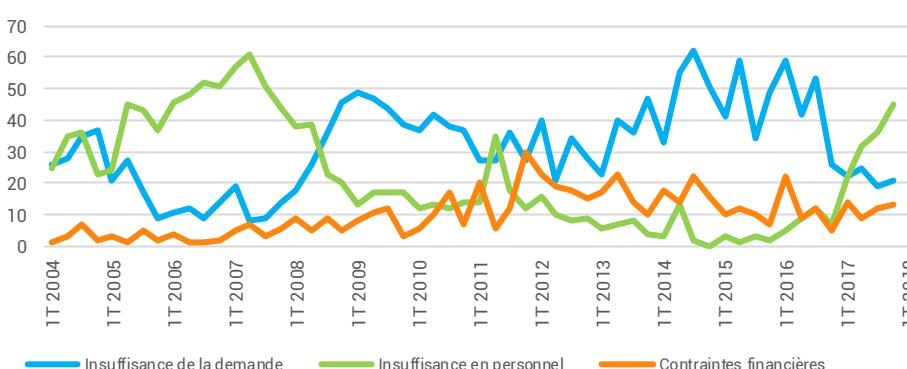
Compte tenu d'un 4ème trimestre relativement bon, seulement 21% d'entreprises signalent une insuffisance de la demande, la plupart des

indicateurs concernant la production passent au rouge. L'insuffisance de personnel dans les entreprises est le plus marquée avec +38%.

Part d'entreprises TP n'ayant pas de limite à l'accroissement de leur production - Unité : % d'entreprises



Contraintes limitant l'accroissement de la production Unité : % d'entreprises



MATERIAUX | BPE / GRANULATS / CIMENT

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en novembre 2017	564 100 m3	+30,5%	▲
Prod. de Granulats en novembre 2017	878 kt	+11,8%	▲
Consommation de ciment en mai 2017	193 kt	+10,0%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2017	5 377 626 m3	+14,7%	▲
Production de Granulats entre janv. et nov. 2017	8 128 kt	+3,8%	▲
Consommation de ciment entre janv. et mai 2017	873 kt	+3,5%	▲

+14,7%

entre janv. et nov. 2017

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

5 377 626 m3

+3,8%

entre janv. et nov. 2017

PRODUCTION DE GRANULATS
EVOL 1AN

8 128 kt

+3,5%

entre janv. et mai 2017

CONSOMMATION DE CIMENT
EVOL 1AN

873 kt

Sources :

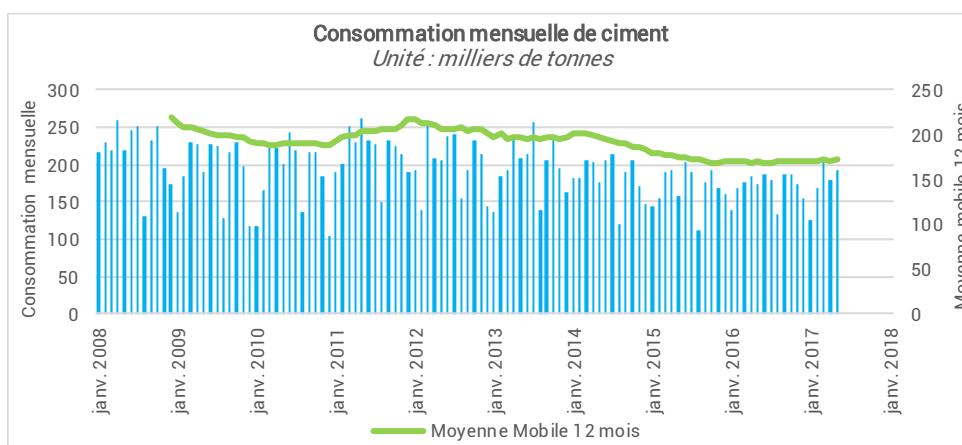
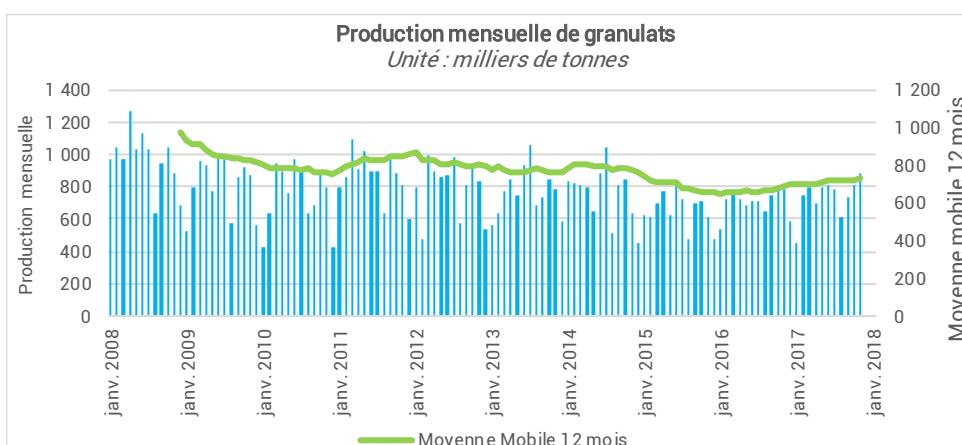
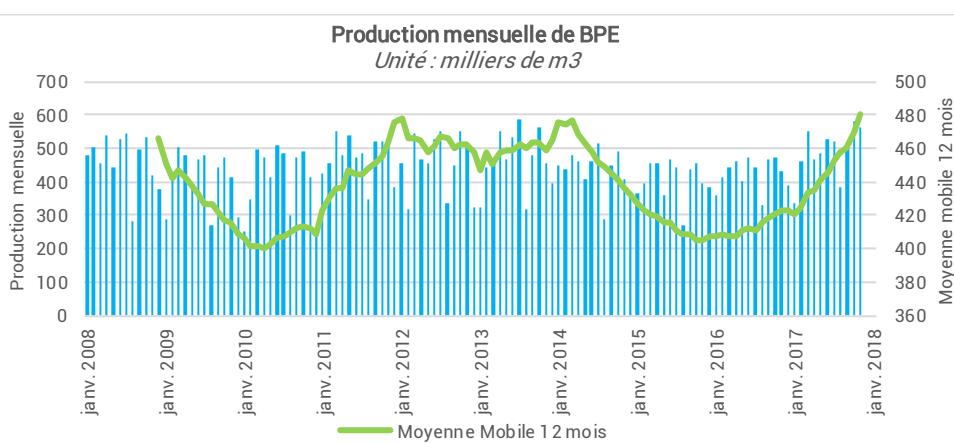
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)

Pour la première fois depuis de nombreux trimestres, tous les matériaux étudiés sont en progression.

Le béton prêt à l'emploi sur les 11 premiers mois de l'année progressent de 14,7% pour atteindre 5,4 millions de tonnes. Le mois de novembre a été exceptionnel avec une progression de 30,5%.

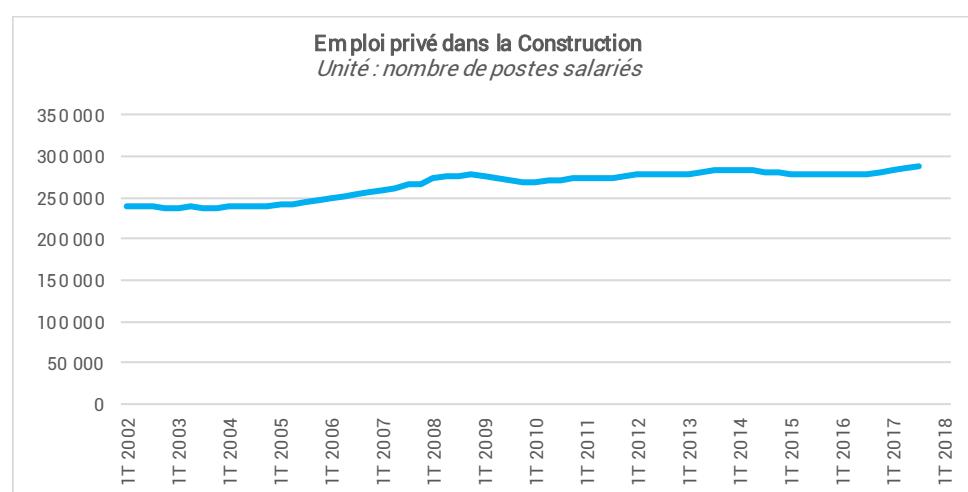
Pour les granulats, sur les 11 premiers mois de l'année, la croissance est présente, même si celle-ci n'atteint que 3,8%. Le 3^{ème} trimestre,

Le ciment progresse dans la même dynamique. Toutefois les 3,5% ne concernent que les 5 premiers mois de 2017. Il est probable que la variation du volume soit plus importante en fin d'année.



APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	287 732 sal.	+3,3%	▲



Avec l'embellie du secteur de la construction, la croissance de l'emploi est au rendez-vous.

La différence de +3,3% d'emplois supplémentaires sur un an correspond à 9 064 salariés.

+3,3%

EN 1 AN

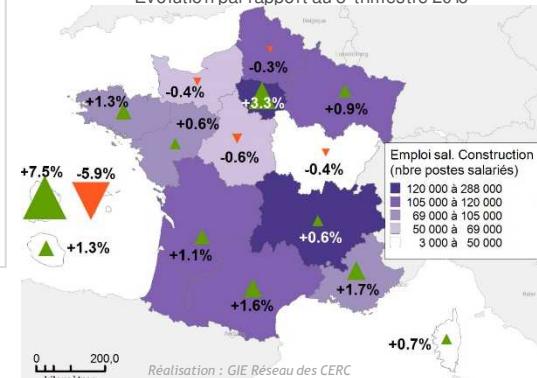
DE L'EMPLOI SALARIÉ

AU 3°TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

287 732 sal.

Emploi salarié dans la construction au 3°trimestre 2017

Evolution par rapport au 3°trimestre 2016



Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Octobre 2017 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Octobre 2017	20 994 ETP	+24,8%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Octobre 2017	20 513 ETP	+16,4%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Octobre 2017	19 018 ETP	+18,8%	▲

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

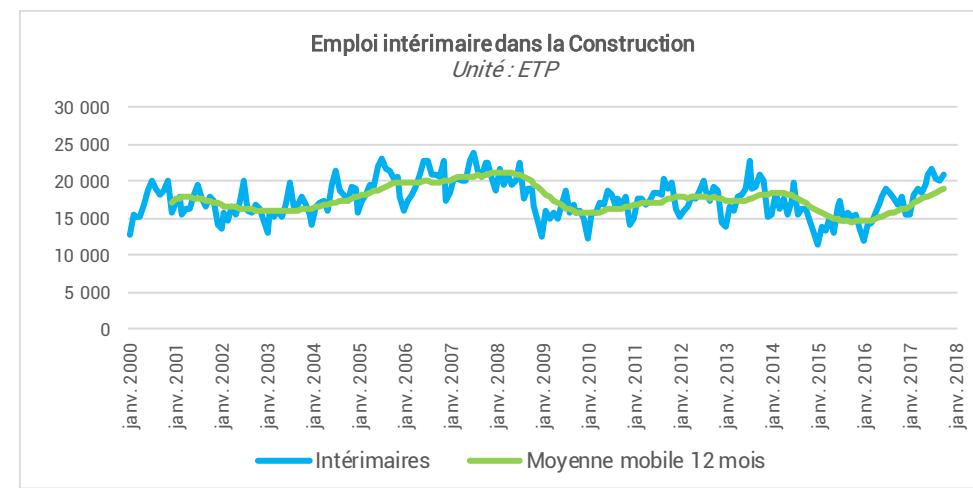
+16,4%

EN 1 AN

DES INTERIMAIRE CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN OCTOBRE 2017

20 513 ETP



A la fin du mois d'octobre le nombre d'intérimaires atteint quasiment les 30 000 ETP.

Ce niveau est assez exceptionnel et montre le besoin d'emploi important de la construction.

Sources :

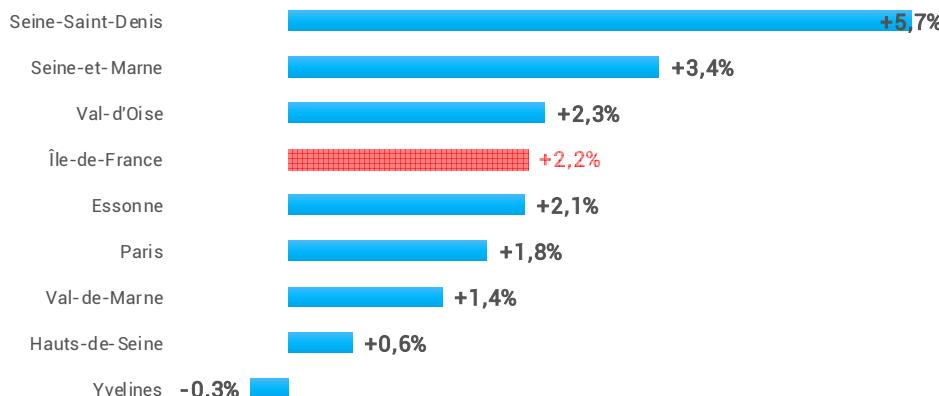
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ

L'emploi salarié dans les départements

moyenne du 4T2016 au 3T2017 / moyenne du 4T2015 au 3T2016

Unité : % d'évolution



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

La Seine Saint Denis s'affiche comme le département fournissant le plus de salariés dans le secteur. Le niveau atteint représente 46 164 salariés en moyenne sur 2017. Cette variation de +5,7% montre qu'un potentiel important existe sur ce département. Le 2^{ème} département en terme de niveau est le Val de Marne avec 38 711 salariés. Ces 2 départements de l'Est Parisien profite pleinement de la croissance de l'activité.

Le plus bas département se trouve être le Val d'Oise avec 28 305 salariés.

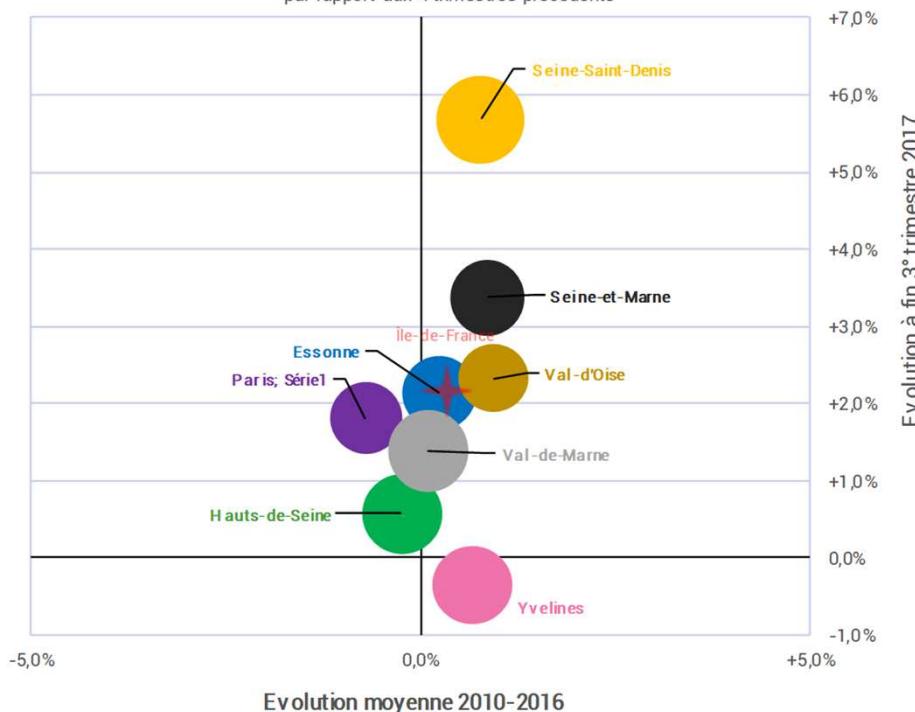
Pour les Yvelines le seul département ayant une variation négative, le nombre de salarié en moyenne est de 37 226 personnes.

La variation sur une longue période (10 ans) indique une certaine stabilité pour la majorité des départements. Seule le court terme les fait fluctuer de manière significative.

L'emploi salarié

Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)		Décembre 2017 - Evol 1 an		
DEFM Construction	47 602 DEFM	-6,9%	▼	
DEFM tous secteurs économiques	667 786 DEFM	+0,7%	=	
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=	

-6,9%



EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

SIT. À FIN DÉC. 2017

47 602 DEFM

En résumé, l'impact de la croissance des salariés fait chuter les demandeurs d'emplois de 6,9%. Ce chiffre représente une baisse de 3 507 personnes en catégorie A sur un an.

Il faut remarquer que le rapport entre la baisse des demandeurs d'emplois et la croissance des

salariés représente 38,7%. La croissance des salariés n'a pas un impact équivalent sur les demandeurs d'emplois. Même si celle-ci y contribue.

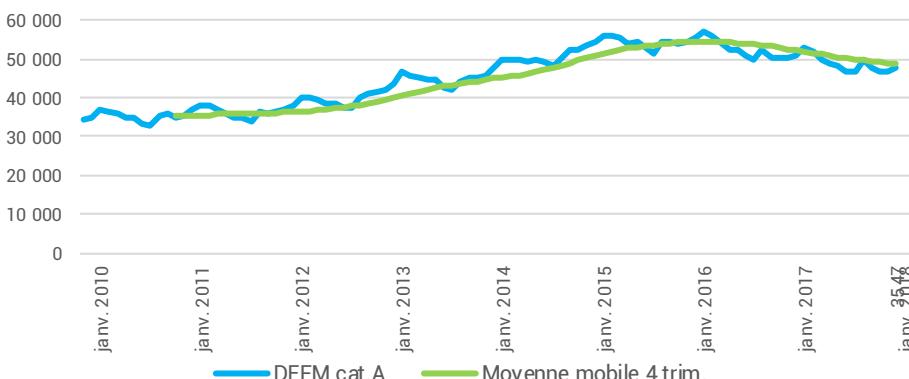
Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

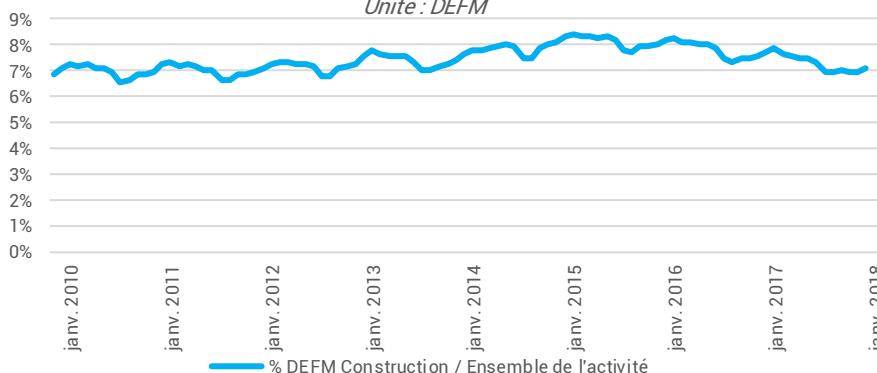
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

Demandes d'emploi en fin de mois - Catégorie A
Unité : DEFM



Part de la Construction dans les demandes d'emploi en fin de mois
Catégorie A
Unité : DEFM



APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 606 créations	+19,4%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 763 créations	+16,8%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	13 036 créations	+2,8%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	10 042 créations	+11,1%	▲

+19,4%



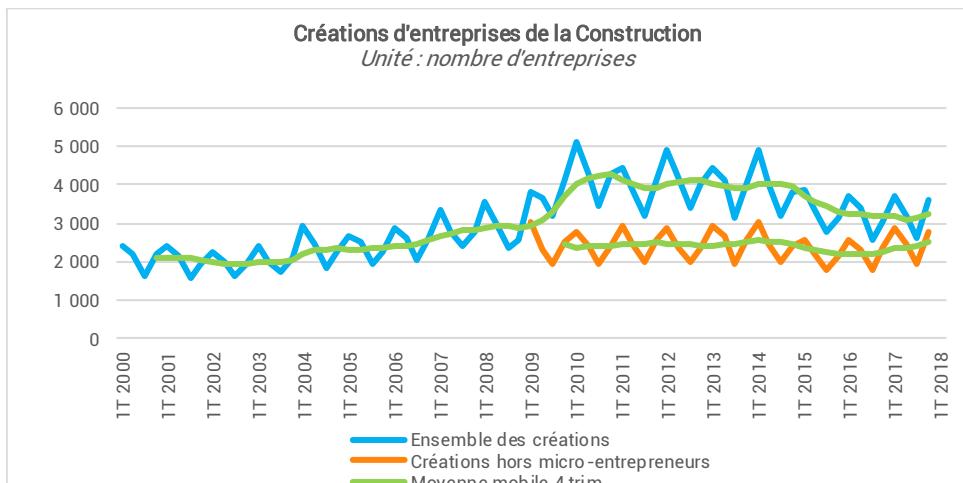
EN 1 AN

DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES
AU 4°TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

3 606 créations

La création d'entreprises est bien orientée sur l'année 2017. Sur 12 mois, hors micro entrepreneurs la création enregistre un volume de 10 242 création soit une progression de

11,1%. La baisse des créations en auto-entrepreneurs est assez significative sur le secteur.



+16,8%



EN 1 AN

HORS MICRO-ENTREPRENEURS
AU 4°TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

2 763 créations

Sources :
INSEE (données brutes)

APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	529 défaillances	-9,7%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 066 défaillances	-10,5%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 836 salariés	+23,9%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	7 868 salariés	-6,7%	▼

Une bonne santé du marché entraîne une chute des défaillances d'entreprises sur 12 mois (-10,25%).

Le nombre de salariés concernés par ses défaillances chute de 6,7%, mais s'élève toutefois à un niveau de 7868 personnes.

En revanche la chute des entreprises au 3^{ème} trimestre semble concerner des entreprises avec plus de salariés. Le niveau atteint de 1836 personnes montre en effet une progression de +23,9%.

-9,7%

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 3°TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

529 défaillances

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

